

Discussion Paper Series

RIEB

Kobe University

DP2012-18

**Réflexion sur l'Environnement
Économique International entourant
les Pays en Développement***

**Reflection on the International
Economic Environment surrounding
the Developing Countries (in French)***

Toshikatsu AOYAMA

June 20, 2012

* The Discussion Papers are a series of research papers in their draft form, circulated to encourage discussion and comment. Citation and use of such a paper should take account of its provisional character. In some cases, a written consent of the author may be required.



Research Institute for Economics and Business Administration

Kobe University

2-1 Rokkodai, Nada, Kobe 657-8501 JAPAN

**REFLEXION SUR L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL
ENTOURANT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

**REFLECTION ON THE INTERNATONAL ECONOMIC ENVIRONMENT
SURROUNDING THE DEVELOPING COUNTRIES**

AOYAMA Toshikatsu

Professeur de l'Université de Kobe

Research Institute for Economics and Business Administration

<<Résumé>>

J'ai chargé de la participation relative à la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en dernière moitié de l'années 1980 au ministère des affaires étrangère. A cette époque-là, la CNUCED était l'organisation active qui a traité les problèmes économiques des pays en développement, notamment ceux des matières premières. A travers cette sorte d'expérience, Je suis arrivé à noter les sujets problématiques économiques entourant les pays en développement.

C'est à dire qu'après la seconde guerre mondiale, la plupart des pays en développement ont réussi à assurer leur indépendance grâce à leur émancipation de la restriction politique. Mais, en réalité, ils souffrent encore en face des difficultés comment d'achever du développement économique en but de permettre d'actuellement réaliser leur indépendance économique. La répartition économique en inégalité entre les pays en développement et développés devient de plus en plus de répandre à mesure que la mondialisation est en progrès vers à l'aube de 21 e siècle.

Donc, le but de cet article est de tirer les raisons de la disparité économique au clair en traitant le passage des événements historiques tels que le consensus du Nouvel Ordre Économique International des Nations Unies (NOEI), la variété des Accords International sur les matières premières, le changement d'un système de cours fixe au cours variable, les chocs pétroliers de 1973 et 1979, l'agrandissement des transactions spéculatives, et plus le progrès de la mondialisation etc.

<<Abstract>>

I was in charge of participating to the conference related to the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) as a mission of the ministry of foreign affairs in the second half of 1980's. At that time, the UNCTAD played a central role on the economic problems of the developing countries, particularly that of the primary goods. Through this kind of experience, I took notice of the subjects concerning the economic difficulties surrounding the developing countries.

After a great war, most of the developing countries have achieved their independence thanks to the emancipation from the political restriction. However, in reality, they are still suffering from the difficulties how to take off for their economies with a view to realizing their actual economic independence. The economic disparity among the developed and developing countries has been more and more widening in progress of the globalization towards the 21st century.

Therefore, the purpose of this article is to identify the reasons why the economic disparity occurred in, by pursuing the historical issues such as a conclusion of the Newly International Economic Order (NIEO), the International Commodities Agreements, the transformation of an exchange rate from fixed to floating, the oil chocks in 1973 and 1979, the augmentation of the speculative transactions, and the progression of the globalization etc.

REFLEXIONS SUR L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ENTOURANT LES PAYS EN DEVELOPPMENT

1. L'indépendance des pays en développement et leur libération du régime économique colonialiste

Pour commencer, je voudrais exposer brièvement les changements apparus dans l'économie mondiale au sortir de la seconde guerre mondiale.

Les années 50 et 60, qui ont immédiatement suivi la seconde guerre mondiale, ont vu les pays en développement, qui étaient jusque-là passés par de rudes épreuves sous la domination coloniale, atteindre l'indépendance politique et recouvrer leur liberté économique. Cependant, ce régime économique, basé sur l'exploitation – reflet de la domination coloniale –, s'appuyait principalement sur la culture des plantations symbolisées par le coton et le café, et posait comme pays « partenaires » de l'exportation les pays suzerains. Les importateurs des pays suzerains exigeaient d'acheter à faible coût les matières premières importées, sous prétexte de droits acquis. Par conséquent, même si le régime économique des pays en développement s'attachait à exporter, c'était à la faveur des pays importateurs ; l'export ne permettait donc pas aux pays en développement d'acquiescer des revenus suffisants.

Afin de mettre un terme à cette situation, les pays en développement ont décidé de s'unir pour former une troisième puissance politique qui rivaliserait avec l'Europe et les États-Unis. « La Conférence de Bandung », qui s'est tenue en Indonésie en 1955, est le symbole de la volonté d'une troisième puissance politique. Le but de cette conférence était l'émancipation de régime économique dans les pays en développement, face au colonialisme. Concrètement, il s'agissait de gérer et d'exploiter efficacement les droits de propriété sur les ressources naturelles y compris les matières premières localisées dans les pays en développement. Considérant les ressources naturelles et les matières premières de ce pays comme étant la richesse des sociétés internationales, ils prétendent que les droits de possession leur revenaient à eux. Autrement dit, il s'agissait de revendiquer une forme de commerce qui respecte au maximum les biens des pays détenteurs de richesses naturelles (pays en développement), face aux pays développés (Europe et États-Unis).

En outre, le régime économique de l'exploitation des plantations, sous l'influence du colonialisme, ne rapportait pas suffisamment pour nourrir les populations locales. Et, quand bien même l'exportation des matières premières permettait-elle de faire des bénéfices, les bénéficiaires soient d'intermédiaires des commerces ou de fonctionnaires corrompus qui partait le pourcentage dans leurs poches. Et le temps que cela prenait pour que la part restante soit restituée aux populations locales, au final, la somme restituée était infime. C'est la raison pour laquelle certains pays en développement ont fini par prendre des mesures économiques leur permettant de passer à un régime d'autarcie.

Quant au droit de propriété sur les ressources naturelles, le sujet a été débattu lors de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en 1964. Les pays en développement y ont défendu leur souveraineté économique vis-à-vis des pays développés. A savoir que les pays en développement, désormais indépendants, ont fait valoir leur droit à la souveraineté politique. Or, tant qu'un régime économique basé sur la domination coloniale continue, ce sont les pays suzerains (l'Europe et les États-Unis) qui détiennent la souveraineté économique et qui ont le monopole sur les revenus procurés par l'exportation de matières premières. Aussi, il a été souligné que le partage des richesses était parfaitement inégal, et que les pays en développement ne se voyaient pas restituer une part suffisante des capitaux. Par conséquent, la souveraineté économique des pays en développement, en tant que base solide d'une économie mondiale qui permette un partage équitable des ressources, a constitué un dossier urgent. Cette souveraineté économique, par ailleurs, a reconnu les droits de propriété sur les ressources naturelles qui est à l'origine du « Nouvel Ordre Économique International (NOEI) », décidé lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de 1972.

2. Le Nouvel Ordre Économique International et les Accords Internationaux sur les matières premières (« International Commodity Agreements »)

Dans un contexte où les pays en développement défendant leur souveraineté économique, considérant que le monopole exercé par les entreprises multinationales sur les prix, dans l'environnement économique international actuel, revient à altérer la répartition égale des richesses. Donc, les pays en développement, cherchant à préserver leur droit de possession sur leurs ressources naturelles, ont pensé qu'ils pouvaient

assurer une répartition égale des richesses en gérant eux-mêmes l'offre de ces matières.

Cependant, ce concept d'un commerce planifié est en opposition fondamentale avec l'idée de libéraux comme Adam Smith et son « école économique libérale classique », selon laquelle les prix des matières premières sont fixés en fonction de l'offre et de la demande, dans un système d'économie internationale où a cours la libre concurrence.

Cette idée d'un commerce planifié a débouché, lors de la CNUCED, en tant que les Accords internationaux sur les matières premières (les accords par produit). Il y eut, entre autres, des Accords concernant la Gomme, l'Étain, la Jute, ou encore le Café ; ces Accords visent à contrôler le prix des matières premières à l'échelle internationale, au cours de négociations ayant lieu entre pays membres des accords internationaux sur les matières premières (« les pays producteurs et pays consommateurs »). Concrètement, on eut recours à divers moyens tels que les systèmes de « stocks de régulation (buffer stocks system) », de « répartition des importations (à quota system) », de « régulation de la production », ou encore « la transparence des informations grâce à la tenue de statistiques », etc.

Mais, la crise du commerce planifié, à l'origine de l'échec de l'accord international portant sur l'Étain, en 1984 (échec de la gestion du système des stocks de régulation), eut un grand retentissement sur les accords internationaux concernant d'autres matières premières, puisque les accords qui suivirent connurent le processus du déclin.

D'autre part, le « Fond Commun pour les produits de base (Common Fund for Commodities – CFC) », créé en 1989, avait pour mission principale d'offrir des fonds pour que les organisations internationales sur les matières premières (international commodity organisations) basés sur les Accords Internationaux, puissent mettre en marche le système de stocks de régulation. Mais, en réalité, les ressources des fonds du CFC venant des pays en développement n'étaient pas suffisantes et l'utilité de ces fonds fut moindre dans la mesure où les divergences de points de vue entre pays riches et pays en développement demeuraient quant à l'utilisation des stocks de régulation. Pendant ce temps, lesdites organisations internationales étaient sur le déclin, le « Fonds Commun pour les produits de base » (CFC) perdait ses débiteurs, et les fonds restaient à moitié inutilisés. Tant et si bien qu'au final, les Accords Internationaux sur les matières premières ne furent pas vraiment efficaces quant à la réalisation de la répartition égale des richesses – que sont les ressources naturelles dans les pays en développement.

3. Les changements dans l'économie mondiale

Tandis qu'à la CNUCED, le commerce planifié des matières premières – qui était pourtant censé être un moyen d'acquisition de fonds permettant de contribuer au développement économique des pays en développement – se trouvait dans une impasse, l'économie mondiale, elle était en pleine mutation. C'est en particulier dans les années 70 qu'elle connut de grands changements. Ces grands changements s'expliquent d'une part par le passage d'un système de « cours fixe » à un système de « cours variable » du cours du change des monnaies aussi que représente le choc du dollar ; et d'autre part, par les deux premiers chocs pétroliers de 1973 et 1979.

Avec le choc du dollar, c'est la confiance en une monnaie centrale qui se trouve ébranlée, et c'est l'influence des États-Unis sur le reste de l'économie mondiale qui s'en trouve, à son tour, affaiblie. Néanmoins, le plus grand changement se situe au niveau de l'augmentation de dimension subite des opérations de change, conséquence directe du passage à un système de cours variable. Tout ceci a fait que les opérations de change spéculatives – qui rapportent les marges de profit – ont connu un regain d'activité dû aux fluctuations des cours du change, et ce regain d'activité a lui-même entraîné des transactions actuelles commerciales.

Lors des premier et second chocs pétroliers en 1974 et 1979, l'OPEP (OPEC) ont réussi à augmenter le prix pétrole ; ainsi qu'une quantité importante de dollars en provenance des pays importateurs – à commencer par le Japon – est allée à l'OPEP, qui a alors créé les « Fonds de l'OPEP », en tant que l'organe de gestion commune. Comme les Fonds de l'OPEP sont confiés à des banques européennes, telles que la Banque de Rothschild, ils entrent dans les pays de l'Europe sous la forme ' d'eurodollars ', et sont prêtés, via ces banques européennes, aux pays en développement, à titre de fonds pour le développement. Ce sont ces eurodollars qui sont à l'origine du problème de la dette lourde des pays en développement.

Quant aux transactions actuelles commerciales, si la pratique la plus courante dans les années 60 était celle de l'import – export de produits comme ceux que l'on voit dans le commerce de matières premières, en revanche, à partir des années 70, ce sont les ventes à terme (forward trading) – qui ont démarré à la bourse de Chicago – qui occupent une place de plus en plus importante dans les transactions mondiales. C'est ainsi qu'on est

venu aux transactions spéculatives. Comme les ventes réelles (actual trading), par rapport aux ventes à terme, nécessitent des fonds plus importants, l'eurodollar a fini par être utilisé comme fonds servant à la spéculation, afin d'éviter aux pays endettés de se trouver dans l'impossibilité de recouvrer les fonds qui leur avaient été avancés. De cette manière, l'eurodollar, entré en grande quantité sur les marchés de la spéculation, a eu pour résultat l'augmentation du nombre des transactions dans le monde.

D'autre part, à mesure que les ventes à terme augmentent, elles finissent par avoir également un impact sur les prix des matières premières – prix fixés par le rapport de l'offre à la demande. Mais, l'eurodollar ainsi était devenu d'être utilisé comme les fonds en vue de la spéculation qui accéléré l'augmentation des transactions basées les ventes à terme. A mesure que les ventes à terme devient de s'activer, les prix des matières des pays en développement s'affaissent en baisse qui a été fixés en fonction de l'offre et de la demande. Du plus, les matières premières, qui subissent les conséquences directes des dérèglements climatiques, voient leur prix baisser lors des ventes à terme, et dans les années 80, la valeur des matières, d'une manière générale, a stagné sur une assez longue période. C'est cette stagnation des prix qui a provoqué une diminution des revenus venant des exportations des pays en développement, elle – même à l'origine de l'intensification du problème de la dette.

4. Les pays en développement et la mondialisation

Par ailleurs, la libéralisation des finances et des transactions de capitaux prévue par les « Accords du Plaza » de 1985, a conduit à l'accélération des opérations du change spéculatives et des ventes à terme. En ce qui concerne les Accords du Plaza, les États-Unis ont tenu une conférence internationale qui est constitué par des ministres financiers et des présidents des banques centrales des cinq pays (les États-Unis, le Japon, la France, l'Angleterre, l'Allemagne-Ouest), à l'hôtel de Plaza à New-York, en but de l'intervention vers les cours du change avec le dollar. En conséquence, les représentants des cinq pays ont s'accordé la diminution de la valeur du dollar aux cours du change pour cause d'augmenter les importations et les capitaux aux États – Unis. Cette sorte de décision a accélérée la libéralisation des finances et des transactions de capitaux à la mesure des opérations spéculatives et des ventes à terme.

A partir de cette période, les mouvements des « Fonds Hedge (Hedge Fund) », qui placent de manière spéculative les fonds rassemblés grâce à certaines personnes

fortunées et autres investisseurs, connurent un regain d'activité, et furent une des causes majeures des troubles de l'économie mondiale. Parallèlement à cela, des instruments financiers des actifs dérivés appelés « derivative » ont fait leur apparition sur les marchés financiers internationaux et ont accéléré l'activité des Fonds Hedge. Cette activité économique, évoluant par – delà les frontières, a connu un boom grâce aux progrès rapides effectués dans le domaine des techniques des communications et de l'information, symbolisés par la « Révolution des techniques de l'information (IT Révolution) ». Ce courant de l'économie mondiale, c'est ce que l'on a appelé la mondialisation.

Lorsque ce courant de mondialisation vient s'ajouter aux capitaux gonflés par la spéculation, la déstabilisation de l'économie mondiale se fait de plus en plus évidente. La crise financière asiatique, qui a débuté en Thaïlande en juillet 1997, se répercute sur la Malaisie, l'Indonésie, la Philippines ainsi que la Corée, et les capitaux acquis par spéculation, fuyant hors de leurs frontières, provoquent l'échec de l'économie nationale de ces pays. C'était la raison que, dans ces pays, les capitaux entrés dès l'étranger était rapidement sortis en résultat d'avoir réveillé la baisse des cours de change et celle de la Bourse. En conséquence, la dette de l'État rapidement gonflait qui représentait le manque des investissements aux entreprises dans l'économie défavorable. Ce phénomène attira, d'ailleurs, l'attention des économistes du monde entier.

De plus, la mondialisation, dont la progression s'est surtout fait ressentir à partir des années 1980, constitue un régime économique favorable aux pays développés, et tout particulièrement à la super – puissance des États – Unis. Ce régime est nommé le « Consensus de Washington (Washington Consensus) » duquel ce concept est à progresser la libéralisation des finances et des transactions des capitaux dans le monde. Les pays développés, qui prédominent sur les plans (puissance économique, puissance technique, accès à l'information, etc.), sont en mesure de décider de mesures commerciales qui leur soient favorables.

En revanche, les pays en développement, dont l'économie de marché n'est pas encore bien développée et dont l'infrastructure n'est pas encore bien installée, ne peuvent pas imaginer prendre la vague de la mondialisation pour développer leur économie. Les pays en développement doivent compter sur les capitaux des étrangers pour leurs développements économiques en résultat que la dette d'État inévitablement augmente. C'est parce que le courant des capitaux dans la mondialisation est toujours unilatéral

des pays développés aux pays en développement. Autrement, imaginant que les pays en développement adhèrent à l'OMC (WTO), les pays développés soutiennent que si les pays en développement prenaient part à la mondialisation en adhérant à l'OMC, leurs profits seraient garantis. Or, pour la plupart des pays en développement, il est extrêmement difficile de remplir les conditions d'adhésion à l'OMC ; ils se trouvent donc dans une situation qui ne leur permet pas de jouir des profits qu'occasionne le système du commerce ouvert de l'OMC.

Finalement, si les pays en développement ont réussi à assurer leur indépendance politique, grâce à leur émancipation, en 1950 et 1960 après la seconde guerre mondiale, la variété des empêchements en travers des transformations économiques en 1970, ne leur a, en revanche, pas permis de réaliser leur indépendance économique. Notamment, le courant de la mondialisation apparu à l'aube des années 1980 a, en réalité, tendu à accroître d'avantage le fossé économique qui sépare les pays développés des pays en développement sans que ceux-là n'aient pu voir s'établir leur souveraineté économique dans l'arène internationale comme la CNUCED, etc. ; aussi peut-on dire que la mondialisation a d'avantage accru l'inégalité de la répartition des richesses dans le monde.